

Assurer une protection sociale globale pour nos adhérents et leur famille –
Accompagner les parcours de santé de nos adhérents et de nos patients
et être un acteur de la gestion du risque – Innover pour contribuer au
progrès social et au bien être de tous – Développer durablement notre
modèle économique non lucratif et solidaire – Faire vivre et évoluer

RÉFÉRENTIEL

RSE

notre modèle démocratique et notre vie militante – S’engager dans la
société – Conjuguer nos valeurs mutualistes et notre politique des res-
sources humaines – Déployer notre politique d’investissement et d’achat
responsable – Agir pour l’environnement

Les indicateurs de performance

02 Méthodologie

04 Agir pour le bien-être de tous nos publics

10 Être démocratiques, ouverts et engagés dans la société

13 Développer durablement notre modèle économique non lucratif et solidaire

15 Conjuguer valeurs mutualistes et politique des ressources humaines

20 Agir pour l'environnement

Les indicateurs de performance du groupe MGEN

La loi dite Grenelle 2 de juillet 2010 et son décret d'application imposent à chaque entreprise de plus de 500 salariés de publier « des informations sur la manière dont elle prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable ». Le référentiel RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) du groupe MGEN répond à cette réglementation.

Établi en 2012 à partir des enjeux RSE du groupe, ce référentiel est construit autour de cinq grandes thématiques : Agir pour le bien-être de tous nos publics ; Être démocratiques, ouverts et engagés dans la société ; Développer durablement notre modèle économique non lucratif et solidaire ; Conjuguer valeurs mutualistes et politique des ressources humaines ; Agir pour l'environnement.

En toute transparence, le référentiel donne une vision globale de la performance RSE du groupe sur les exercices du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014, 2015 et 2016.

Méthodologie

PÉRIMÈTRE DE REPORTING

En 2017, le référentiel RSE du groupe MGEN rassemble 66 indicateurs. Ces indicateurs répondent aux exigences du décret d'application de l'article 225 de la loi Grenelle 2 de juillet 2010. Les correspondances sont indiquées au fur et à mesure dans le référentiel. Les parties narratives du Rapport annuel responsable apportent les compléments factuels et d'analyse nécessaires. Les indicateurs sont consolidés par défaut sur le périmètre de l'UES MGEN (localisée uniquement sur le territoire français, dans des zones desservies par les services publics d'eau, d'assainissement et d'électricité) en fonction de la disponibilité de données fiables sur toutes les entités et de la pertinence de la mesure, et hors MGEN Technologies. Si le périmètre de l'indicateur n'est pas celui de l'UES, le périmètre effectif est systématiquement précisé. Certains indicateurs environnementaux intègrent notamment des informations sur le Centre Informatique du GIE MGEN Technologies. Ne sont pas présentées dans ce référentiel des informations portant directement sur les différentes filiales du groupe MGEN (notamment Europamut et Egamo).

Une note de bas de page renseigne :

- toute variation significative du périmètre d'un indicateur d'une année sur l'autre ;
- si une information a été créée en passant par une règle d'estimation ou d'extrapolation de données (par défaut, aucune règle d'estimation ou d'extrapolation n'est utilisée).

Pour répondre à l'exigence réglementaire, des informations spécifiques sont également présentées dans le rapport de gestion du groupe pour les quatre mutuelles du groupe MGEN qui emploient des salariés (MGEN, MGEN Union, MGEN Action sanitaire et sociale, MGEN Centres de santé). Si nécessaire, des renvois sont faits vers le Rapport annuel responsable et le Référentiel RSE Groupe.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Toutes les thématiques du décret s'appliquant aux entreprises non cotées sont traitées dans le référentiel RSE à l'exception des suivantes, considérées comme non pertinentes par rapport au champ d'activité global ou du périmètre d'opération du groupe :

- Promotion et respect des conventions de l'OIT : de par sa localisation sur le territoire Français, le groupe MGEN répond automatiquement aux exigences des conventions de l'OIT relatives au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective ; à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession ; à l'élimination du travail forcé ou obligatoire ; à l'abolition effective du travail des enfants.
- Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement : aucune provision et garantie pour risques en matière d'environnement n'a été prévue.
- Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement : les différentes installations techniques (chauffage, climatisation, traitement des eaux) sont opérées strictement en conformité avec les exigences réglementaires et font l'objet d'interventions de maintenance préventive régulières.
- Les nuisances sonores et autres formes de pollution, et l'utilisation des sols : du fait de ses activités de services, le groupe MGEN n'est pas concerné par les enjeux relatifs à la prévention des nuisances sonores, lumineuses, ainsi qu'à l'emprise aux sols. De par la configuration de ses locaux, souvent à plusieurs étages, son emprise au sol est inférieure à celle des activités industrielles étendues sur un même plan.
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique : vu le manque de données scientifiques, les conséquences du changement climatique sur les activités et les implantations du Groupe n'ont pas encore pu être déterminées avec précision.

- Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité : dans son activité régulière, le groupe MGEN veille à préserver les espaces naturels qu'il possède (parcs et jardins).
- L'impact sur les populations riveraines ou locales : le groupe MGEN est un employeur présent dans chaque département, y compris en zones rurales, et a fait le choix de localiser ses centres de traitement et d'appels en France.
- Les actions engagées pour prévenir la corruption : dans ses pratiques métiers, le groupe MGEN est particulièrement vigilant au respect d'une déontologie stricte en accord avec ses principes mutualistes.
- Le gaspillage alimentaire : sur les différents sites MGEN dotés d'installations de restauration collective, le groupe MGEN et ses sous-traitants mettent en oeuvre des actions de sensibilisation pour limiter le gaspillage alimentaire

Le groupe MGEN présente en plus certaines informations de la liste cotée qui correspondent à des enjeux de responsabilité métiers particulièrement importants :

- les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles ;
- l'absentéisme ;
- les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs.

RESPONSABILITÉS

Les indicateurs sont produits par les correspondants du reporting RSE dans les directions opérationnelles du siège national, chez MGEN Technologies et Egamo, à partir de données sources provenant de leurs différents outils de suivi et de pilotage métier ou à partir d'enquêtes effectuées sur le périmètre de l'indicateur. La démarche est pilotée conjointement par la Déléguée nationale en charge de la RSE et l'équipe RSE placée au sein du cabinet de la Présidence. Ces derniers sont garants du respect du planning de reporting et réalisent des contrôles de cohérence sur les données produites (pas directement sur les données sources). Ces contrôles impliquent notamment des comparaisons avec les résultats des trois années précédentes. Tout écart jugé significatif est expliqué et commenté.

REVUE

Le référentiel est revu et validé par le comité exécutif et le bureau national du groupe. Il est également voté par le Conseil d'administration.

VÉRIFICATION

Un organisme tiers indépendant atteste annuellement de la présence et de la sincérité des informations présentées.

ACTUALISATION

Une revue annuelle des indicateurs est réalisée par l'équipe RSE et les correspondants RSE pour vérifier leur pertinence, transparence, et simplicité.

AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS NOS PUBLICS

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
<i>Référence Grenelle : 3.d.2. Mesures prises en faveur de la santé des consommateurs</i>			
ASSURER UNE PROTECTION SOCIALE GLOBALE POUR NOS ADHÉRENTS ET LEURS FAMILLES			
ASSURER AVEC EFFICACITÉ LA MISSION DE SERVICE PUBLIC DE GESTION DU RÉGIME OBLIGATOIRE D'ASSURANCE MALADIE SUR LE PÉRIMÈTRE MGEN			
Résultat des audits sur la qualité de gestion du régime obligatoire (1)	98,5 %	95,0 %	89,8 %
PROPOSER DES SOLUTIONS DE PROTECTION SOCIALE ADAPTÉES AUX BESOINS ET AUX RESSOURCES DE CHACUN			
Amélioration et création de garanties et services décidées en Assemblée générale	AG 2014 --> Effet 2015	AG 2015 --> Effet 2016	AG 2016 --> Effet 2017
Offre globale	<ul style="list-style-type: none"> Création de Mgénération Initiale, offre globale santé/prévoyance, spécifiquement destinée aux nouveaux entrants du champ de recrutement MGEN <p>Juillet 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Approbation du schéma général de la nouvelle gamme d'offres globales MGEN lancée en 2015 Validation du principe de la création du statut de Membre Participant Associé (qui permet à tous les publics MGEN de rester adhérent) Augmentation des cotisations minimales et maximales, des compléments de cotisations, ainsi que des cotisations exprimées sous forme de forfait 	Évolution de l'offre globale et création de MGEN Santé Prévoyance	-
Offre Jeunes	-	-	Évolution de l'offre : passage d'une offre unique à une gamme de 5 offres.
Efficience Santé	-	Enrichissement et évolution de l'offre avec deux nouvelles formules pour lancement en 2016	-
MGEN Filia	-	-	-
Autres offres et services additionnels	Évolution de l'offre assurance emprunteur indemnitaire avec la création de tranches d'âge supplémentaires pour améliorer l'accessibilité tarifaire de l'offre	Évolution de l'offre de dépendance facultative avec enrichissement de la proposition financière et création de services	Création d'une assurance voyage facultative pour les adhérents du groupe MGEN

AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS NOS PUBLICS

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
ACCOMPAGNER LES ADHÉRENTS ET LEURS FAMILLES DANS LEURS DIFFÉRENTS ÉVÉNEMENTS DE VIE GRÂCE À DES RÉPONSES SOLIDAIRES			
Prestations d'action sociale versées aux adhérents sur dossier étudié en département	32 680 217 €	32 498 510 €	29 563 774 €
Dont les 3 plus grands postes :			
Soins coûteux : compléments pour financer des restes à charge importants (pour traitements thérapeutiques nouveaux, soins liés aux maladies graves, etc.)	9 787 578 €	10 165 818 €	6 855 883 €
Orphelinat : allocations annuelles	9 549 635 €	9 170 014 €	8 996 327 €
Handicap : allocations annuelles de base et prestations particulières (pour achat de fauteuil roulant, aménagement de domicile...)	6 398 163 €	6 626 758 €	6 918 636 €
Bénéficiaires des prestations d'action sociale (2)	173 403 bénéficiaires	178 347 bénéficiaires	92 390 bénéficiaires
Dont les 3 plus grands postes :			
Soins coûteux	125 388 bénéficiaires	130 772 bénéficiaires	44 473 bénéficiaires
Orphelinat	13 122 bénéficiaires	12 675 bénéficiaires	12 364 bénéficiaires
Handicap	16 067 bénéficiaires	16 807 bénéficiaires	17 410 bénéficiaires
Réponses à la perte d'autonomie			
Prestations assurantielles versées pour dépendance totale	10 661 746 € 8 002 bénéficiaires	10 987 223 € 8 345 bénéficiaires	11 332 471 € 8 825 bénéficiaires
Services à domicile pour dépendance totale (aide ménagère principalement)	1 197 450 € 1 098 bénéficiaires	1 262 351 € 1 191 bénéficiaires	1 394 192 € 1 267 bénéficiaires
Action sociale : allocations annuelles et prestations particulières (pour achat de fauteuil roulant, aménagement de domicile...)	4 221 505 € 10 266 bénéficiaires	4 091 555 € 10 123 bénéficiaires	4 373 112 € 10 698 bénéficiaires
Aide au mutualiste aidant	421 363 € 1 217 bénéficiaires	439 196 € 1 329 bénéficiaires	490 542 € 1 417 bénéficiaires
Capacité d'accueil des Établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes du groupe MGEN – Lits (accessibles aux adhérents et non-adhérents)	753 lits	753 lits	753 lits
ENTREtenir AVEC LES ADHÉRENTS UNE RELATION DE CONFIANCE PERSONNALISÉE CONJUGUANT SIMPLICITÉ, QUALITÉ DE CONSEIL ET DE SERVICE			
Satisfaction des assurés et adhérents MGEN			
Taux de satisfaction globale des assurés/adhérents	83 %	80 %	79 %
Taux d'assurés/adhérents ayant une bonne image de la MGEN	89 %	88 %	90 %
Taux d'assurés/adhérents ayant confiance en la MGEN	95 %	96 %	95 %
Réclamations			
Évolution du volume des réclamations	- 5 %	- 4 %	+ 29 %
Réclamations assurés traitées en moins de douze jours calendaires	85 %	87 %	73 %

AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS NOS PUBLICS

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Dossiers admis en médiation	171	239	324
Services en ligne			
Adhérents pouvant ouvrir un espace personnel en ligne	2 694 725	2 662 838	nc
Adhérents ayant activé leur espace personnel en ligne	1 126 538	1 527 638	nc
Abonnement aux relevés de prestations dématérialisés	34 %	41 %	nc
Papier économisé	33,4 t	52,7 t	nc
ACCOMPAGNER LES PARCOURS DE SANTÉ DE NOS ADHÉRENTS, DE NOS PATIENTS ET ÊTRE UN ACTEUR DE LA GESTION DU RISQUE			
RÉPONDRE AUX BESOINS DE SOINS PAR UNE OFFRE SANITAIRE ET MÉDICO-SOCIALE DE QUALITÉ, ACCESSIBLE À TOUS ET CONTRIBUANT À LA DÉMOCRATIE EN SANTÉ			
Patientèle des établissements du groupe MGEN			
Soins de suite et de réadaptation			
Journées d'hospitalisation complète	377 007	375 572	361 038
Journées d'hospitalisation de jour	13 946	15 629	17 836
Médecine chirurgie obstétrique			
Journées d'hospitalisation complète	21 696	21 104	20 789
Journées d'hospitalisation de jour et de nuit	2 786	3 073	3 347
Consultations	8 383	8 766	9 555
Établissements de santé mentale (psy temps plein et hôpitaux de jour)			
Journées d'hospitalisation complète et de semaine	69 266	64 151	57 122
Consultations	30 782	27 978	27 890
Établissements médico-sociaux			
Journées d'hébergement	267 854	268 101	269 954
Centres médicaux et dentaires			
Passages (1 consultation ou plus)	287 868	315 932	349 846
Établissement pour personnes en situation de handicap			
Journées d'hospitalisation complète	74 064	73 591	73 517

AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS NOS PUBLICS

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Taux d'occupation des établissements du groupe MGEN (rapporté aux autorisations données par les agences régionales de santé)			
Soins de suite et de réadaptation (hospitalisation complète)	82,0 %	82,0 %	79,7 %
Médecine chirurgie obstétrique (hospitalisation complète)	91,4 %	89,0 %	80,0 %
Établissements médico-sociaux (hébergement)	97,5 %	97,6 %	98,0 %
Établissement psy temps plein (hospitalisation complète)	78,4 %	72,6 %	64,5 %
Établissements de santé mentale (hospitalisation de jour)	74,3 %	71,8 %	71,0 %
Satisfaction des patients des établissements du groupe MGEN			
Soins de suite et de réadaptation et médecine chirurgie obstétrique			
Satisfaction globale	92,7 %	91,6 %	90,4 %
Relation soignant/soigné	94,2 %	89,3 %	84,5 %
Satisfaction quant à la prise en charge de la douleur	92,2 %	85,5 %	78,6 %
Établissements de santé mentale			
Satisfaction globale	92,0 %	92,1 %	90,2 %
Relation soignant/soigné	89,0 %	80,1 %	84,2 %
Satisfaction quant à la prise en charge de la douleur	76,0 %	63,9 %	80,0 %
Établissements médico-sociaux			
Satisfaction globale	85,5 %	87,8 %	91,2 %
Relation soignant/soigné	88,6 %	80,7 %	83,8 %
Satisfaction quant à la prise en charge de la douleur	68,3 %	57,6 %	77,8 %
Centres médicaux et dentaires			
Satisfaction globale	94,0 %	96,0 %	93,7 %
Relation soignant/soigné	93,1 %	90,5 %	83,9 %
Satisfaction quant à la prise en charge de la douleur	na	74,1 %	82,9 %
Plaintes et réclamations recensées dans les établissements			
Total des plaintes et réclamations	524	398	511

AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS NOS PUBLICS

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
ASSURER POUR NOS ADHÉRENTS UN ACCÈS À DES SOINS DE QUALITÉ À DES COÛTS MAÎTRISÉS GRÂCE AUX ACCORDS ET DISPOSITIFS CONVENTIONNELS SUR TOUT LE TERRITOIRE			
Établissements de santé conventionnés accessibles aux adhérents	2 144	2 127	2 118
Professionnels de l'optique, du dentaire et de l'audition conventionnés par MGEN et accessibles aux adhérents			
Opticiens conventionnés (Optistya)	2 339	8 021	8 007
Audioprothésistes partenaires (Audistya)	3 284	3 593	3 773
Chirurgiens-dentistes libéraux conventionnés	23 862	23 143	23 450
Centres dentaires conventionnés	550	580	517
Reste à charge chez les opticiens agréés			
Reste à charge moyen pour des verres simples (3)	17 €	14 €	16 €
Verres simples adulte avec un reste à charge inférieur à 10 €	60 %	60 %	73 %
Reste à charge moyen pour des verres progressifs (4)	72 €	95 €	110 €
Verres progressifs avec un reste à charge inférieur à 80 €	58 %	46 %	37 %
DONNER À NOS PUBLICS, PARTICULIÈREMENT LES PLUS FRAGILES, LES MOYENS DE DEVENIR, TOUT AU LONG DE LEUR VIE, ACTEURS DE LEUR BIEN-ÊTRE GRÂCE À LA PRÉVENTION ET À L'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ			
Actions pour la prévention et la promotion de la santé des adhérents et du grand public			
Programmes et actions menés en faveur des adhérents et du grand public	590	868	1 041
Nombre de personnes bénéficiaires de ces actions (adhérents ou non) (5)	56 500	97 500	116 900
Nombre de départements où MGEN déploie ces actions	100	100	100
Personnes impliquées dans le champ de la prévention (salariés, bénévoles et experts)	1 103	1 104	1 104
ÊTRE UN PARTENAIRE GLOBAL DES EMPLOYEURS, MINISTÈRES ET ENTREPRISES, POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL			
Actions sociales menées en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale au bénéfice de ses personnels (actions concertées)			
Équipements spéciaux, aménagement ou matériel (ex : aide auditive)	17 316 équipements	22 185 équipements	25 459 équipements
Bénéficiaires d'aide humaine (ex : tierce personne pour le ménage)	9 193 personnes	9 937 personnes	9 613 personnes
Bénéficiaires de l'intervention sociale et familiale	1 081 bénéficiaires	958 bénéficiaires	892 bénéficiaires
Bénéficiaires de réservations des journées en centres de vacances	518 bénéficiaires	479 bénéficiaires	481 bénéficiaires
Bénéficiaires des réseaux PAS (Prévention Action, Suivi ouverts aux adhérents MGEN ou non)	14 977 bénéficiaires	20 587 bénéficiaires	16 970 bénéficiaires
Bénéficiaires d'une réadaptation au travail (adhérents MGEN ou non)	67 bénéficiaires	142 bénéficiaires	163 bénéficiaires

AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS NOS PUBLICS

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Contribution financière totale de MGEN	8 264 588 €	10 835 641 €	12 139 372 €
SOUTENIR LA RECHERCHE EN SANTÉ ET EN PROTECTION SOCIALE ET RENDRE LES INNOVATIONS TOUJOURS PLUS ACCESSIBLES			
Contribution au développement de la recherche en santé			
Dotations et subventions de soutien à la recherche en santé	765 093 €	664 569 €	677 860 €
Partenariats avec des équipes nationales et internationales	6	6	6
Contributions auprès de la communauté scientifique nationale, internationale et du grand public	20	21	21
dont : Publications dans des revues et rapports scientifiques	6	7	5
Communications dans des réunions et congrès scientifiques	9	8	12
Séminaires organisés par la Fondation MGEN en santé publique	5	6	4
Dotations et subventions de soutien à la recherche sur les systèmes de protection sociale	599 000 €	599 000 €	599 000 €

(1) Pour les années 2014 et 2015, la note est donnée par l'Assurance Maladie. Pour 2016, il s'agit d'une estimation MGEN.

(2) Une même personne peut être bénéficiaire de plusieurs prestations.

(3) Deux verres unifocaux adulte et enfant, de faible et moyenne correction – selon classification et standard de qualité MGEN – hors montures.

(4) Deux verres progressifs adulte, de faible et moyenne correction – selon classification et standard de qualité MGEN – hors montures.

(5) Les variations entre 2014 et 2016 du nombre de bénéficiaires sont liées à de nouvelles modalités de comptabilisation et de consolidation des données ainsi que globalement à une meilleure efficacité des actions rassemblant un public plus large.

ÊTRE DÉMOCRATIQUES, OUVERTS ET ENGAGÉS DANS LA SOCIÉTÉ

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
FAIRE VIVRE ET ÉVOLUER NOTRE MODÈLE DÉMOCRATIQUE ET NOTRE VIE MILITANTE			
<i>Référence Grenelle : 3.b.1. Conditions du dialogue avec les parties prenantes</i>			
DYNAMISER NOTRE VIE DÉMOCRATIQUE ET MILITANTE POUR TOUJOURS PLUS DE PARTICIPATION ET D'OUVERTURE			
Participation des adhérents aux élections du Comité de section			
Taux de participation Groupe MGEN	25 %		25 %
Nombre de votants Groupe MGEN	468 318		483 199
Taux de participation adhérents MGEN	26 %	Pas d'élection	26 %
Nombre de votants adhérents MGEN	453 398		463 675
Taux de participation adhérents MGEN Filia	11 %		11 %
Nombre de votants adhérents MGEN Filia	14 920		19 524
Population militante			
Délégués à l'Assemblée générale de l'année	504	504	511
Délégués des équipes permanentes des sections départementales	264	263	278
Élus dans l'année aux comités de section (1)	1 065	Pas d'élection	1 089
Élus au conseil d'administration	60	60	60
Dont membres du bureau national	12	11	12
Taux de participation des élus aux instances			
Taux de participation au conseil d'administration	94 %	94 %	94 %
Taux de participation à l'assemblée générale	95 %	94 %	98 %
Adaptation du dispositif d'information des militants			
Évolution des supports d'information à destination des militants	<p>Création de lettres électroniques d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Militemps'forts » bimensuelle (diffusion après chaque Bureau national) • « Sant&Vous sur la politique de santé MGEN », diffusée aux réseaux de sections départementales et d'établissements sanitaires et sociaux • Sur la fusion MGEN/MGET (militants et salariés) 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de la WebTV à destination des militants, correspondants et salariés, avec une périodicité de 3 à 5 par mois 	<p>Pour tous les militants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de 6 Réunions interrégionales Harmonie-Istya-MGEN • Révision de la périodicité et de la ligne éditoriale de « Militemps'forts » <p>Pour les militants permanents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Première diffusion de la Lettre des Métiers du Groupe et ouverture du nouveau blog de communication managériale • Création de la Lettre du directeur général • Première édition des Rencontres du Management

ÊTRE DÉMOCRATIQUES, OUVERTS ET ENGAGÉS DANS LA SOCIÉTÉ

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016	
RENFORCER LA DIVERSITÉ DES INSTANCES POUR UNE MEILLEURE REPRÉSENTATIVITÉ DES ADHÉRENTS MGEN				
Âge des élus				
Élus de l'année aux comités de section (1)				
Âge moyen	52 ans		52 ans	
% jusqu'à 40 ans	13 %		0 %	
% entre 41 et 50 ans	24 %	Pas d'élection	35 %	
% entre 51 et 60 ans	46 %		65 %	
% + de 61 ans	17 %		0 %	
Délégués à l'Assemblée générale				
Âge moyen	56 ans		55 ans	
% jusqu'à 40 ans	5 %		5 %	
% entre 41 et 50 ans	21 %	Pas d'élection	23 %	
% entre 51 et 60 ans	38 %		42 %	
% + de 61 ans	36 %		30 %	
Élus au conseil d'administration				
Âge moyen	53 ans	52 ans	53 ans	
% jusqu'à 40 ans	5 %	8 %	7 %	
% entre 41 et 50 ans	25 %	34 %	32 %	
% entre 51 et 60 ans	48 %	50 %	50 %	
% + de 61 ans	22 %	8 %	11 %	
Membres du Bureau national				
Âge moyen	56 ans	53 ans	54 ans	
% jusqu'à 40 ans	0 %	0 %	0 %	
% entre 41 et 50 ans	8 %	28 %	27 %	
% entre 51 et 60 ans	58 %	72 %	64 %	
% + de 61 ans	34 %	0 %	9 %	
<i>Référence Grenelle : 1.f.1. Politique mise en œuvre et mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes</i>				
Parité dans les instances	Hommes	Femmes	Hommes Femmes	Hommes Femmes
Délégués à l'Assemblée générale	58 %	42 %	Pas d'élection	54 % 46 %
Élus aux Comités de section (1)	51 %	49 %	Pas d'élection	51 % 49 %
Élus au Conseil d'administration	66 %	34 %	65 % 35 %	65 % 35 %
Dont Membres du bureau national	67 %	33 %	73 % 27 %	73 % 27 %

ÊTRE DÉMOCRATIQUES, OUVERTS ET ENGAGÉS DANS LA SOCIÉTÉ

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014		2015		2016	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Parité dans les postes à responsabilité des équipes militantes départementales						
Total des postes à responsabilité	nc	nc	54 %	46 %	53 %	47 %
Membres du bureau du Comité de section (2)	nc	nc	53 %	47 %	53 %	47 %
Directeurs de sections départementales	71 %	29 %	71 %	29 %	64 %	36 %
Délégués autres que directeurs	51 %	49 %	50 %	50 %	49 %	51 %
Nombre moyen de mandats exécutifs détenus par les membres du Bureau national						
Tous mandats exécutifs	11		10		9	
Dont : mandats exécutifs mutualistes comptabilisés au titre de l'article L.114-23 du Code de la mutualité	2		2		2	
Autres mandats exécutifs	9		8		7	
S'ENGAGER DANS LA SOCIÉTÉ						
<i>Référence Grenelle : 3.b.1. Actions de partenariat ou de mécénat</i>						
CONTRIBUER AUX DÉBATS DE SOCIÉTÉ SUR LES ENJEUX DE SANTÉ, DE PROTECTION SOCIALE, D'ÉDUCATION, DE CITOYENNETÉ, DE CULTURE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AGISSANT CONCRÈTEMENT DANS LA PROXIMITÉ AUX CÔTÉS DE NOS PARTENAIRES						
Dotations et subventions de soutien aux partenaires solidaires	1 095 000 €		1 256 000 €		1 840 000 €	
PROMOUVOIR EN FRANCE ET EN EUROPE LES MODÈLES MUTUALISTES DE PROTECTION SOCIALE ET D'ENTREPRENARIAT SOLIDAIRE NON LUCRATIF, ET CONTRIBUER À LEUR CRÉATION DANS LE MONDE ENTIER						
Coopération de la MGEN à l'international						
Nombre de projets internationaux d'échange de savoir-faire	13		15		16	

(1) Correspond aux membres des Comités de section nouvellement élus ou renouvelés lors des élections de l'année. Tous les deux ans, un tiers des comités de section est renouvelé.

(2) Changement de la méthode de collecte des données en 2016, sont comptabilisés ici tous les membres du bureau du Comité de section. Certains de ces élus peuvent également être directeurs ou délégués de section.

DÉVELOPPER DURABLEMENT NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE NON LUCRATIF ET SOLIDAIRE

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
CONCILIER LES IMPÉRATIFS DE SOLIDARITÉ, DE SOLIDITÉ FINANCIÈRE ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE			
<i>Référence Grenelle : 3.a.1. L'impact territorial, économique et social de l'activité de la société en matière d'emploi et de développement régional</i>			
ASSURER UNE GESTION EFFICACE DANS L'INTÉRÊT DES PERSONNES PROTÉGÉES			
Empreinte économique (1) (2)			
Prestations versées au titre de la Sécurité sociale	3 316 M €	3 439 M €	3 841 M €
Prestations complémentaires en santé et prévoyance redistribuées aux adhérents	1 559 M €	1 729 M d'€	1 743 M €
Masse salariale	427 M €	439 M €	438 M €
Impôts et taxes	236 M €	263 M €	283 M €
Fournisseurs - Sous-traitance	182 M €	242 M €	257 M €
Redistribution des cotisations			
Taux de redistribution des cotisations sous forme de prestations (2)	96,7 %	93,2 %	90,8 %
Taux d'endettement (% des fonds propres combinés MGEN) (2)	1,03 %	0,91 %	0,84 %
Pérennité économique			
Taux de croissance des fonds propres générée par la mise en réserve du résultat en % des fonds propres (hors plus-values latentes) (2) (3)	1,40 %	1,23 %	0,87 %
DÉPLOYER NOTRE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT ET D'ACHATS RESPONSABLES			
CONFORTEUR UNE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE CONCILIANTE PERFORMANCE FINANCIÈRE ET CRITÈRES EXTRA-FINANCIERS			
Placements responsables			
Part des instruments financiers gérés par la filiale de gestion d'actifs couverts directement ou indirectement par une analyse de performance environnementale, sociale et de gouvernance	61 %	100 %	100 %

DÉVELOPPER DURABLEMENT NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE NON LUCRATIF ET SOLIDAIRE

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLE INTÉGRANT DÉONTOLOGIE, PERFORMANCE ÉCONOMIQUE, RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE			
<i>Référence Grenelle : 3.c.1. La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux</i>			
Achats de produits et services à plus-value environnementale			
Établissements utilisant pour la maintenance des bâtiments le fournisseur référéncé justifiant d'une démarche environnementale responsable	88 %	88 %	88 %
Sites ayant mis en place le tri et la valorisation des déchets papiers	55 %	60 %	60 %
Fournitures de bureau répondant à des critères de « développement durable »	46 %	48 %	44 %
Papiers de bureau écolabellisé	100 %	100 %	100 %
Performance environnementale du parc automobile			
Moyenne d'émissions carbone du parc automobile professionnel MGEN	146 g de CO ₂ par km	146 g de CO ₂ par km	115 g de CO ₂ par km

(1) Les prestations (Sécurité sociale et prestations complémentaires) correspondent aux prestations ordonnancées au 31.12. Les prestations versées au titre de la Sécurité sociale sont basées sur les attestations CNAMts, c'est-à-dire hors Mayotte et Caisse des Français à l'Étranger. La masse salariale comprend les salaires de toutes les populations militantes et professionnelles du groupe MGEN, y compris les intérimaires : le périmètre est donc plus vaste que celui retenu par convention dans le Bilan Social, lui-même utilisé pour les indicateurs du volet « Ressources Humaines » du référentiel RSE. Taxe sur salaires et taxe d'apprentissage sont intégrées dans la rubrique « impôts et taxes ».

(2) Variation significative du périmètre de l'indicateur : En 2014, sortie de la LMDE du périmètre comptable du groupe MGEN à effet du 1^{er} janvier 014, en 2015 ajout de MGET dans le périmètre comptable du groupe MGEN à effet du 1^{er} janvier 2015.

(3) Taux annuels moyens sur une période de cinq ans.

CONJUGUER VALEURS MUTUALISTES ET POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014		2015		2016	
METTRE EN ŒUVRE UN PROJET MANAGÉRIAL MUTUALISTE, CONCILIANTE ÉTHIQUE, ENGAGEMENT ET PERFORMANCE						
<i>Référence Grenelle : 1.a.1. Effectif total et répartition des salariés : par sexe</i>						
Répartition des effectifs par sexe et par catégorie d'emploi	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Effectifs totaux	2 022	7 472	1 986	7 309	2 106	7 473
	21,3 %	78,7 %	21,4 %	78,6 %	22,0 %	78,0 %
Employés	868	4 282	854	4 054	874	4 009
Techniciens / agents de maîtrise	467	2 095	486	2 202	538	2 317
Cadres	670	1 080	628	1 039	673	1 132
Cadres dirigeants (1)	17	15	18	14	21	15
<i>Référence Grenelle : 1.a.1. Effectif total et répartition des salariés : par zone géographique – 3.a.1. La manière dont la société prend en compte l'impact territorial de ses activités en matière d'emploi et de développement régional</i>						
Répartition géographique des effectifs						
Part des départements français où la MGEN emploie au moins 10 salariés	78 %		75 %		80 %	
Île-de-France	3 130		2 844		2 966	
Régions (hors IDF)	6 279		6 363		6 509	
Collectivités d'Outre-mer	85		88		104	
Effectif total	9 494		9 295		9 579	
<i>Référence Grenelle : 1.a.2. Embauches et licenciements</i>						
Embauches, licenciements et démissions						
Recrutements en CDI	379		339		842	
Recrutements en CDD (nombre de contrats)	8 635		8 368		8 602	
Recrutements en CDD (nombre de personnes)	2 546		2 833		2 799	
Pérennisations (CDD transformés en CDI)	249		169		360	
Départs	986		1 206		754	
dont : Licenciements économiques	84		94		21	
Licenciements pour motif personnel	92		38		90	
Démissions	213		251		267	
Taux de précarité groupe (nombre de CDD sur le total CDD + CDI)	13,3 %		15,8 %		13,4 %	

CONJUGUER VALEURS MUTUALISTES ET POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014		2015		2016	
<i>Référence Grenelle : 1.a.3. Les rémunérations et leur évolution</i>						
Rémunération par sexe et par catégorie d'emploi (en euros annuels bruts moyens)	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Employés	27 184 €	27 183 €	24 289 €	23 652 €	24 979 €	24 277 €
Techniciens/agents de maîtrise	33 505 €	33 836 €	30 984 €	31 029 €	31 090 €	31 022 €
Cadres	72 626 €	56 587 €	69 333 €	56 067 €	66 706 €	53 112 €
Cadres dirigeants (1)	164 004 €	131 134 €	144 037 €	129 023 €	164 374 €	138 518 €
Écart entre les moyennes des 10 rémunérations les moins élevées et des 10 plus élevées	10,0		10,6		10,7	
Effort sur les premiers niveaux de salaire						
Part des rémunérations supérieures à 115 % du SMIC pour un temps plein (2)	100,0 %		100,0 %		100,0 %	
Part des rémunérations supérieures à 120 % du SMIC pour un temps plein (2)	71,5 %		79,5 %		85,5 %	
<i>Référence Grenelle : 1.c.1. L'organisation du dialogue social (information/négociation/consultation) – 1.c.2. Bilan des accords collectifs – 1.d.2. Le cas échéant, les accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail</i>						
Bilan du dialogue annuel avec les institutions représentatives du personnel						
Accords (3)	17		9		10	
Dont signés à l'unanimité par toutes les organisations syndicales représentatives	15		4		4	
Nombre de jours de grève	1 803		569		1 302	
Politique en faveur de la qualité de vie au travail						
Nombre d'entretiens réalisés par la cellule externe d'écoute et d'accompagnement	189 entretiens		91 entretiens		69 entretiens	
Nombre d'entretiens réalisés par le réseau d'assistants sociaux dédiés (dispositif RESSIF)	117 entretiens		278 entretiens		290 entretiens	
<i>Référence Grenelle : 1.b : L'organisation du temps de travail</i>						
Organisation du temps de travail						
Nombre de salariés en temps partiel	1 976 personnes		1 905 personnes		1 914 personnes	
Dont à plus de 30 heures	169 personnes		171 personnes		178 personnes	
Dont de 20 heures à 30 heures	1 028 personnes		1 043 personnes		1 048 personnes	
Dont de 10 heures à 20 heures	575 personnes		536 personnes		520 personnes	
Dont de 10 heures et moins	204 personnes		155 personnes		168 personnes	

CONJUGUER VALEURS MUTUALISTES ET POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Nombre de salariés occupant des emplois à horaires alternants ou de nuit	2 084 personnes	1 972 personnes	2 005 personnes
dont : Horaires alternants	1 757 personnes	1 642 personnes	1 671 personnes
Horaires de nuit	246 personnes	250 personnes	252 personnes
Horaires alternants et de nuit	81 personnes	80 personnes	82 personnes
Nombre de salariés effectuant des heures supplémentaires	4 979 personnes	5 001 personnes	1 750 personnes
Nombre total d'heures supplémentaires effectuées	29 300 h	25 978 h	35 591 h
Nombre de salariés effectuant des heures complémentaires	1 684 personnes	1 764 personnes	1 552 personnes
Nombre total d'heures complémentaires effectuées	13 127 h	13 365 h	16 285 h
<i>Référence Grenelle : 1.b.2. Absentéisme</i>			
Santé et sécurité au travail			
Nombre total d'accidents du travail et de trajet	907 accidents	367 accidents	351 accidents
Nombre total de journées de travail perdues	11 432 journées	13 746 journées	9 429 journées
Taux de fréquence des accidents du travail pour le groupe (4)	16,48	21,76	21,62
Taux de gravité des accidents du travail pour le groupe (5)	0,85	0,66	0,58
Établissements sanitaires et médico-sociaux			
Nombre total d'accidents du travail et de trajet	658 accidents	185 accidents	215 accidents
Nombre total de journées de travail perdues	8 882 journées	9 346 journées	6 732 journées
Taux de fréquence	34,62	27,08	35,74
Taux de gravité	1,92	1,43	1,12
Centres médicaux et dentaires/centre optique			
Nombre total d'accidents du travail et de trajet	20 accidents	2 accidents	9 accidents
Nombre total de journées de travail perdues	189 journées	13 journées	42 journées
Taux de fréquence	1,60	3,56	15,69
Taux de gravité	0,00	0,02	0,07
Centres de services			
Nombre total d'accidents du travail et de trajet	201 accidents	172 accidents	116 accidents
Nombre total de journées de travail perdues	2 128 journées	4 236 journées	2 341 journées
Taux de fréquence	5,32	21,40	13,35
Taux de gravité	0,17	0,20	0,27
Siège national			
Nombre total d'accidents du travail et de trajet	28 accidents	8 accidents	11 accidents
Nombre total de journées de travail perdues	233 journées	151 journées	314 journées
Taux de fréquence	3,98	1,08	11,50
Taux de gravité	0,26	0,06	0,33

CONJUGUER VALEURS MUTUALISTES ET POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Taux d'absentéisme (en pourcentage du temps de travail global)			
Pour maternité, congé parental et congés familiaux	3,4 %	3,4 %	3,2 %
Pour maladie – accident de travail	6,0 %	6,0 %	6,1 %
Dont : établissements sanitaires et médico-sociaux	6,4 %	6,2 %	6,8 %
centres médicaux et dentaires/centre optique	4,5 %	4,9 %	5,6 %
centres de services	6,1 %	6,4 %	6,0 %
siège national	2,6 %	3,0 %	2,4 %
FAVORISER LA DIVERSITÉ, ACCOMPAGNER LES PARCOURS PROFESSIONNELS ET LES ÉVOLUTIONS DE COMPÉTENCES DES MILITANT-E-S ET DES SALARIÉ-E-S			
<i>Référence Grenelle : 1.a.1 Répartition des salariés : par âge Politique mise en œuvre et mesures prises en faveur de : 1.f.2. l'emploi et l'insertion des personnes handicapées – 1.f.3. la lutte contre les discriminations</i>			
Politiques en faveur de la diversité et de l'égalité des chances			
Seniors (à partir de 55 ans)	20,7 %	20,3 %	20,1 %
Juniors (< 25 ans)	5,0 %	5,2 %	4,9 %
Personnes embauchées en contrats spécifiques (professionnalisation, apprentissage, contrats aidés)	93 personnes	95 personnes	125 personnes
Politique en faveur du handicap			
Part de salariés en situation de handicap – % des effectifs en « unités bénéficiaires » (6)	6,4 %	6,5 %	6,4 %
Nombre total de salariés en situation de handicap	463 personnes	466 personnes	451 personnes
<i>Référence Grenelle : 1.e.1. nombre total d'heures de formation</i>			
Efforts consacrés à la formation			
Part de la masse salariale	4,2 %	4,6 %	4,3 %
Nombre d'heures	152 232 h	156 963 h	130 088 h
Nombre de salariés formés dans l'année	5 765 formés	5 789 formés	6 659 formés
Généralisation de la formation			
Part des collaborateurs qui ont eu accès à au moins une formation lors des cinq dernières années	94,9 %	93,2 %	93,8 %
Politique nationale de formation des militants			
Nombre de militants formés	398	341	362
Dont : militants diplômés au niveau master	24	18	26
administrateurs nationaux diplômés au niveau master	6	3	5
nombre d'heures de formation	14 902 h	11 762 h	14 641 h

CONJUGUER VALEURS MUTUALISTES ET POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Promotions internes	482	385	363
Adaptation du dispositif d'information des salariés			
Évolution des supports d'information à destination des salariés	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une lettre d'information électronique sur la fusion MGEN/MGET (diffusion aux militants et salariés) • Diffusion d'un hors-série de Tempo, magazine des salariés, consacré au Trophée des écolleagues, en août 2014 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de la WebTV dédiée aux salariés, militants et correspondants (3 à 5 par mois) • Diffusion avec le bulletin de paie à l'ensemble des salariés de dépliants thématiques sur l'accompagnement proposé pour améliorer la qualité de vie au travail • Lettre d'information électronique sur la fusion MGEN/MGET 5 numéros en 2015 • Service écoute téléphonique post-accidents de novembre pour salariés du groupe • Dispositif d'information sur le contrat collectif complémentaire santé (guide pratique, notice, tableaux garanties...) envoyé au domicile des salariés et relayé sur le portail 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une démarche participative sur la marque employeur et l'expérience du collaborateur : 400 salariés participants dans 7 villes • Réalisation d'une enquête qualitative auprès de 120 salariés sur leur perception de la communication interne • Création de la « Lettre du directeur général » (deux numéros publiés) • Première édition des rencontres du Management et diffusion aux managers d'une brochure explicitant le projet humain de l'employeur MGEN • Création d'un groupe de salariés ambassadeurs de la démarche « expérience du collaborateur MGEN » (50 salariés sollicités, 15 actifs) • Première diffusion en décembre de la « Lettre des métiers du groupe » et accès au nouveau blog de communication managériale

(1) Correspondant aux catégories C4 et D des conventions collectives.

(2) Les chiffres présentés correspondent aux rémunérations négociées au cours de l'année et effectives au 1^{er} janvier de l'année suivante.

(3) Dont notamment en 2016 : un accord relatif à la mise en place d'une indemnité vélo et des avenants à accords portant sur l'intéressement, le CESU garde d'enfants, la prévoyance. Aucun nouvel accord en matière de santé et de sécurité au travail n'a été signé pour le Groupe.

(4) Le taux de fréquence est le nombre d'accidents avec arrêt de travail supérieur à un jour, survenus au cours d'une période de 12 mois par million d'heures de travail.

(5) Le taux de gravité représente le nombre de journées indemnisées pour 1 000 heures travaillées, c'est-à-dire le nombre de journées perdues par incapacité temporaire pour 1 000 heures travaillées.

(6) Tel que demandé dans la déclaration annuelle des travailleurs handicapés (l'indicateur comprend les minorations).

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
DÉVELOPPER UNE APPROCHE GLOBALE DE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT			
<i>Référence Grenelle : 2.a.1. L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement – 2.a.3. Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions – 2.c.3. La consommation d'énergie et, le cas échéant, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables</i>			
Nouvelles mesures d'efficacité environnementale (1)			
Établissements sanitaires et médico-sociaux	<ul style="list-style-type: none"> Présentation d'un schéma directeur énergétique et signature de la Charte pour l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires, qui engage le groupe MGEN à améliorer son efficacité énergétique Mise en place progressive d'un suivi centralisé en temps réel 	<ul style="list-style-type: none"> Réception d'un premier chantier Démarrage des travaux à la Ménaudière Première année d'exploitation réussie de la biomasse à Trois-Épis 	<ul style="list-style-type: none"> Réception d'un chantier de travaux d'efficacité énergétique à la Ménaudière Démarrage de deux nouveaux chantiers : l'Arbizon et la Chimotaie
Centres de Service	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'audits de performance énergétique pour tous les centres de traitement et centres d'appels (14 sites). Poursuite du déploiement des équipements de visioconférence dans les sections départementales 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'audits de performance énergétique sur l'ensemble du parc des sections départementales et des espaces mutuels Poursuite du déploiement des équipements de visioconférence dans les sections départementales 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un comptage énergétique centralisé pour les 15 centres de gestion et d'appel Réalisation d'études préalables au remplacement du fioul dans les chaufferies de l'ensemble des centres de service Réalisation de travaux pour l'obtention label BBC dans la section départementale de Limoges
Siège national	<ul style="list-style-type: none"> Installation de nouveaux éclairages basse consommation (LED) Optimisation de la Gestion Technique Centralisée (GTC) 	<ul style="list-style-type: none"> Optimisation de la Gestion Technique Centralisée du bâtiment (GTC) Vérification des plages horaires des climatisations et décalage d'une heure des démarrages des équipements 	<ul style="list-style-type: none"> Optimisation de la Gestion Technique Centralisée du bâtiment (vérification des plages horaires des climatisations et décalage d'une heure du démarrage des équipements) Remplacement des éclairages néons par des LEDS dans les circulations et bureaux Poursuite du déploiement des audio et visioconférences

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Centre d'exploitation informatique	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la virtualisation et réactualisation des serveurs • Remplacement de l'éclairage extérieur (projecteurs halogènes) par des projecteurs à technologie basse consommation (LED) • Poursuite du plan de renouvellement des Centrales de Traitement 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la virtualisation et réactualisation des serveurs • Remplacement de l'éclairage de l'atelier Edition Façonnage par des dalles LEDS • Poursuite du plan de renouvellement des Centrales de Traitement d'Air (passage au double flux) • Mise à disposition d'un vélo de service • Déploiement de nouveaux équipements de vidéoconférence sur le site • Bilan énergétique du bâtiment 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la virtualisation et réactualisation des serveurs (782 serveurs physiques vs 2 089 serveurs virtuels soit une virtualisation à 73 %) • Mise en place d'équipements informatiques moins énergivores • Renforcement de la chasse à l'obsolescence et recrudescence des décommissionnements de machines • Fin du plan pluriannuel de renouvellement des Centrales de Traitement d'Air (passage en double-flux - freecooling) • Passage de l'éclairage des couloirs du bâtiment en technologie LEDS • Suivi rigoureux du tri des déchets
<p><i>Référence Grenelle : 2.a.2. La formation et l'information des salariés en matière de protection de l'environnement</i></p>			
<p>Dispositif de formation des salariés à la protection de l'environnement au travail</p> <p>Tous sites</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un événement de sensibilisation des salariés et militants aux pratiques environnementales positives au bureau : La Semaine des Ecollègues. • Création d'un site internet dédié : 2 200 visiteurs uniques en une semaine • Création et mise à disposition d'une application interactive • Organisation du Trophée des Ecollègue : un concours entre les initiatives locales de développement durable départagées par un vote en ligne des salariés et militants : 33 projets présentés, 1 150 votants 	<ul style="list-style-type: none"> • À l'occasion de la COP21 : diffusion dans tout le réseau MGEN de la brochure Le climat change, et nous ?, édité par le partenaire Eco-Ecole présentant les actions individuelles qui permettent de lutter contre le changement climatique • Conduite d'un événement de sensibilisation des salariés et militants aux pratiques responsables, y compris pour l'environnement La Semaine RSEponsible. • Création d'un site internet dédié : 1 600 visiteurs uniques en une semaine • Organisation du Prix de l'Initiative Solidaire et responsable : un concours entre les initiatives locales de RSE départagées par un vote en ligne des salariés et militants : 37 projets présentés, 500 votants 	<ul style="list-style-type: none"> • Conduite d'un événement de sensibilisation des salariés et militants aux pratiques responsables, y compris pour l'environnement La Semaine RSEponsible. • Création d'un site internet dédié : 1 600 visiteurs uniques en une semaine

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Établissements sanitaires et médico-sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pendant la Semaine des Ecollègues : sur 7 établissements • Sensibilisation des correspondants du projet Bilan Carbone dans 4 établissements 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux comportements responsables pendant La Semaine RSEponsible sur 13 établissements • Sensibilisation des correspondants du projet Bilan Carbone dans 7 établissements 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pendant la Semaine RSEponsible sur 15 établissements
Nombre de salariés/patients/visiteurs formés	480 personnes	590 personnes	669 personnes
Centres de service	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pendant la Semaine des Ecollègues : sur 7 centres de traitements, centres d'appels et 10 sections départementales • Sensibilisation des correspondants du projet Bilan Carbone dans 3 centres • Autodiagnostic Bilan Carbone effectué dans 16 sections départementales 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux comportements responsables pendant la Semaine RSEponsible sur 8 centres de traitement, centres d'appels et 11 sections départementales • Développement d'un outil d'autoévaluation des émissions de gaz à effet de serre des centres de traitement et d'appels • Autodiagnostic Bilan Carbone effectué dans 31 sections départementales 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pendant la Semaine RSEponsible dans 5 centres d'appels, 5 centres de traitements, et 14 sections départementales
Nombre de salariés/visiteurs formés	870 personnes	650 personnes	721 personnes
Siège national	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pendant la Semaine des Ecollègues 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pendant la Semaine RSEponsible 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de sensibilisation aux éco-gestes pendant la Semaine RSEponsible
Nombre de salariés formés	460 personnes	280 personnes	192 personnes
Centre d'exploitation informatique	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation du personnel à l'environnement : diffusion numérique de guides de bonnes pratiques ADEME. • Informations récurrentes sur le Plan de Déplacements Inter-Entreprises : covoiturage, fête de la mobilité... • Sensibilisation régulière aux démarches environnementales à l'accueil du site par un écran d'information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion d'informations à l'écran de l'accueil rappelant le tri de déchets mis en place et les bonnes pratiques environnementales (en périodes hivernales, fermeture des portes des couloirs non chauffés, extinction de l'éclairage des salles inoccupées...) • Incitation au covoiturage : mise à disposition de places de parking dédiées, affiches • Sensibilisation sur le Plan de Déplacements Inter-Entreprises du technopôle (fête de la mobilité, transports en commun, mode doux...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation active au Plan de Déplacements Inter-Entreprises local (commissions Électromobilité, mobilité douce, transports en commun, télétravail, covoiturage, déplacements professionnels...) • Participation à la journée de la mobilité du technopôle de Brabois • Sensibilisation des salariés (reporting, journée de la mobilité, covoiturage...) et rappels des bonnes pratiques par messagerie ainsi que par écrans situés dans le hall d'entrée • Incitations à l'usage de la visioconférence
Nombre de salariés formés	200 personnes	215 personnes	215 personnes

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS ET RESPONSABILISER LES COMPORTEMENTS			
<i>Référence Grenelle : 2.c.3. La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables</i>			
Consommation d'énergie (équivalent énergie primaire) (4)			
Établissements du groupe MGEN (25/31) (2)	72 025 348 kWh 277 kWh/m ²	nc nc	73 602 263 kWh 283 kWh/m ²
Centre d'exploitation informatique	18 853 585 kWh 1 779 kWh/m ²	17 866 404 kWh 1 685 kWh/m ²	17 773 740 kWh 1 677 kWh/m ²
Siège national	12 237 263 kWh 441 kWh/m ²	12 403 179 kWh 446 kWh/m ²	12 057 292 kWh 434 kWh/m ²
Sections départementales (3)	nc nc	nc nc	18 914 700 kWh 210 kWh/m ²
Classification énergétique du patrimoine immobilier			
Nombre cumulé de sites MGEN ayant fait l'objet d'un Diagnostic de Performance Énergétique (5)	39	148	148
Bâtiment de classe A	0	1	1
Bâtiment de classe B	0	5	5
Bâtiment de classe C	6	15	15
Bâtiment de classe D	16	61	61
Bâtiment de classe E	12	48	48
Bâtiment de classe F	4	16	16
Bâtiment de classe G	1	2	2
<i>Référence Grenelle : 2.d.1. Rejets de gaz à effet de serre</i>			
Émissions de gaz à effet de serre			
Émissions totales MGEN (extrapolées tous les trois ans à partir des sites ayant fait l'objet d'un Bilan carbone détaillé)	na	65 939 téqCO₂	na
Déplacements (professionnels, domicile/travail, visiteurs)	na	32 %	na
Utilisation de l'énergie	na	26 %	na
Achats de biens et services non durables	na	26 %	na
Achats de biens durables (immobilisations)	na	10 %	na
Fret	na	3 %	na
Déchets	na	2 %	na
Fluides frigorigènes	na	1 %	na
<i>Référence Grenelle : 2.c.1. La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales</i>			

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

→ EXERCICES 2014, 2015, 2016

	2014	2015	2016
Consommation d'eau			
Établissements du groupe MGEN (25/31)	225 777 m ³	203 533 m ³	194 865 m ³
Centre d'Exploitation Informatique MGEN Technologie (6)	1 530 m ³	1 890 m ³	1 890 m ³
Siège national	8 946 m ³	9 490 m ³	8 674 m ³
Déplacements dans le cadre de l'activité professionnelle et militante			
Train	7 349 000 km	7 542 000 km	7 463 000 km
Distance moyenne parcourue en train dans l'année	2 642 km/pers	2 668 km/pers	2 526 km/pers
Avion	8 084 000 km	9 342 000 km	10 206 000 km
Distance moyenne parcourue en avion dans l'année	13 295 km/pers	14 218 km/pers	14 622 km/pers
Part des trajets en avion respectant la « politique voyage » de la MGEN (7)	87 %	88 %	86 %
Véhicules personnels	3 698 000 km	3 685 000 km	3 296 000 km
Distance moyenne annuelle parcourue en véhicule personnel dans l'année	873 km/pers	923 km/pers	823 km/pers
<i>Référence Grenelle : 2.c.2 La consommation de matières premières</i>			
Consommations de papier			
Total des usages	2 036 t	2 147 t	2 189 t
Poids total de papier consommé par adhérent	nc	695 g/adhérent	677 g/adhérent
Publications nationales	1 064 t	1 094 t	1 146 t
Bulletins départementaux (8)	129 t	133 t	173 t
Supports marketing (9)	88 t	143 t	139 t
Imprimés et enveloppes MGEN et MGEN Filia	388 t	435 t	405 t
Papier de bureau (tous sites MGEN)	321 t	304 t	294 t
Reprographie MGEN	46 t	39 t	31 t
<i>Référence Grenelle : 2.b.2. Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets</i>			
Production de déchets d'activités de soins à risques infectieux (10)			
Pour 15 établissements en 2013, 16 en 2014, 8 en 2015	67 t	20 t	29 t
Pour 12 établissements en 2013, 16 en 2014, 22 en 2015	314 000 l	826 000 l	1 017 000 l

(1) Depuis 2012, le groupe MGEN déploie une politique environnementale reposant sur trois piliers : réduire les consommations d'énergie ; réduire les déplacements ; consommer de manière responsable. Cette politique, coordonnée au niveau national par le responsable RSE est déclinée de manière adaptée sur chaque site MGEN. Des référents dans les directions métiers ainsi que sur les sites sont garants du déploiement d'actions d'amélioration de la performance environnementale et de la prévention des risques environnementaux et des pollutions. Si de nombreuses actions ont été mises en œuvre pour répondre aux enjeux spécifiques du Groupe et des sites, aucune démarche d'évaluation ou de certification en matière environnementale n'a été entreprise à ce jour.

(2) En raison de la mise en place d'équipement de mesure des consommations, ces dernières ne sont pas disponibles pour l'année 2015.

(3) La consommation des sections départementales et espaces mutuels est estimée à partir de la valeur moyenne de leur consommation issue du diagnostic de performance énergétique.

(4) Les données ne sont pas disponibles sur l'intégralité des sites MGEN (voir précisions indiquées) ; le périmètre est complété d'année en année.

(5) Le diagnostic de performance énergétique renseigne sur la performance d'un logement ou d'un bâtiment en évaluant sa consommation d'énergie et son impact en termes d'émissions de gaz à effet de serre. La lecture du DPE est facilitée par une étiquette à 7 classes de A à G (A correspondant à la meilleure performance, G à la plus mauvaise).

(6) Suite à une problématique de mesure la consommation réelle en 2016 est estimée par rapport à la consommation de 2015.

(7) Politique voyage : déplacement systématique en train si le temps de trajet est inférieur à 3h30.

(8) Extrapolation à partir des réponses des sections départementales (76 en 2014, 59 en 2015, 72 en 2016).

(9) Changement de mode de consolidation des quantités de support marketing en 2016.

(10) Indicateur recouvrant tous les établissements MGEN à l'origine de la production de déchets d'activité de soins à risque infectieux. En fonction de l'établissement considéré, les données sont consolidées en litres ou en tonnes. Les établissements répondants ne sont pas toujours identiques, ce qui explique les variations importantes d'une année sur l'autre.

nc : Information temporairement non collectée ou non consolidée.

na : Information non applicable.



En utilisant CyclusPrint plutôt qu'un papier non recyclé, votre impact environnemental est réduit de :



125 KG
DE MATIÈRES
ENVOYÉES EN
DÉCHARGE



25 KG
DE CO₂



251 KM
PARCOURUS
EN VOITURE
EUROPÉENNE
MOYENNE



3 942 LITRES
D'EAU



350 KWH
D'ÉNERGIE



203 KG
DE BOIS

Sources : L'évaluation de l'empreinte carbone est réalisée par Labelia Conseil conformément à la méthodologie Bilan Carbone®. Les calculs sont issus d'une comparaison entre le papier recyclé considéré et un papier à fibres vierges selon les dernières données disponibles du European BREF (pour le papier à fibres vierges). Les résultats obtenus sont issus d'informations techniques et sont sujet à modification.

Document réalisé par la direction de la communication du groupe MGEN
Conception & réalisation: avantgarde

Mutuelle générale de l'Éducation nationale immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, MGEN Action sanitaire et sociale immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité, MGEN Union, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 962, union de mutuelles soumises au Code de la mutualité.

Siège social : 3, square Max-Hymans - 75748 Paris Cedex 15 – **Représentant légal :** Thierry Beaudet



mgen.fr
rapportannuelmgen.fr